

ANNEX B

Lien de diffusion de l'inauguration des salles de Rwampara et de Mahagi dans le cadre des réparations collectives symboliques des affaires *Le Procureur de la CPI c. Thomas Lubanga et Bosco Ntaganda*

1. Progres-Eco

Ituri, de la destruction à la construction en Irumu : une salle de paix bâtie par la communauté Tsere

<https://progreseco.com/ituri-de-la-destruction-a-la-construction-en-irumu-une-salle-de-la-paix-batie-par-la-communaute-tsere/>

2. ACP

Ituri : inauguration d'une salle polyvalente à Mahagi pour les réparations collectives de victimes

<https://acp.cd/province/ituri-inauguration-dune-salle-polyvalente-a-mahagi-pour-les-reparations-collectives-de-victimes/>

3. Congo Quotidien

Bunia : une 'salle de la paix' inaugurée pour les victimes de l'Ituri

<https://www.congoquotidien.com/2025/07/15/inauguration-salle-paix-bunia-cpi-victimes-ituri/>

4. Visibilité Media Pro

Mahagi : inauguration officielle du « Centre commémoratif de la paix »

<https://visibilitemediapro.cd/mahagi-inauguration-officielle-du-centre-commemoratif-de-la-paix/>

Ituri : réparations collectives affaires Lubanga et Ntaganda, inauguration de la « Salle de la paix » à Rwampara

<https://visibilitemediapro.cd/ituri-reparations-collectives-affaires-lubanga-et-ntaganda-inauguration-de-la-salle-de-la-paix-a-rwampara/>

5. Canal Révélation

Ituri : une « salle de paix » pour les victimes, un symbole de mémoire et de reconstruction collective

<https://canalrevelation.net/ituri-une-salle-de-paix-pour-les-victimes-un-symbole-de-memoire-et-de-reconstruction-collective/>

6. Digital Congo TV

Ituri : Dans le territoire d'Irumu, une salle de paix a été remise officiellement à la communauté de Tsere par le Fonds au profit des victimes de la Cour pénale internationale. Une réparation collective symbolique pour les crimes commis par Thomas Lubanga et Bosco Ntaganda entre 2002 et 2003

https://www.youtube.com/live/TicvQ5NGW3w?si=_zFG1Njn8sXa5HuT

7. Radio Télévision Nationale Congolaise

Ituri: Inauguration de la salle de la Paix par le Gouverneur de la province de l'Ituri dans le cadre des réparations collectives dans l'affaire Thomas Lubanga et Bosco Ntaganda

<https://www.youtube.com/live/Y5FgtoAKJxE?si=zFbpc6l5Y16ztpKz>

le même engagement et le même sens du devoir qui ont marqué cette semaine de travail (...) En clôturant officiellement cet atelier de lancement opérationnel, je formule le vœu que le PEQIP devienne un modèle de réussite pour tous les projets de notre système éducatif», a dit le gouverneur intérimaire du Kasai Oriental.

Un calendrier des activités clés adopté

Le calendrier des activités mis en place par le projet a prévu, parmi les jalons-clés : le démarrage des travaux de construction des écoles et ouvrages WASH, en décembre 2025 ; la distribution de 5,3 millions de manuels scolaires entre avril et août 2026 ; la formation de 150 000 enseignants à l'utilisation des supports pédagogiques et, la

mise à disposition d'une nouvelle politique nationale des manuels scolaires dès janvier 2027, a-t-on lu dans le document publié par l'équipe de communication du PEQIP. « Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à l'équipe du MINEDU-NC, en particulier aux directeurs-chefs de service et aux responsables venus de Kinshasa et des autres provinces bénéficiaires. Leurs contributions éclairées ont permis d'enrichir les échanges et de construire, collectivement, une planification opérationnelle réaliste et partagée du PEQIP », a déclaré, au nom des participants, Jean-Pierre Luabeya, coordinateur provincial des Ecoles conventionnées lumière. Concernés par le projet, les responsables des provinces éducatives du Sud-Kivu, sous occu-

pation rwandaise et ses supplétifs du M23-AFC, n'ont pas pu participer à l'atelier de Mbuji-Mayi. « Cette absence s'explique essentiellement par l'instabilité sécuritaire qui prévaut dans certaines zones de la province. Nous espérons une amélioration du contexte dans les prochains mois, afin de permettre le lancement effectif des activités sur le terrain », a-t-elle fait savoir Wali Belade, coordonnatrice du projet PEQIP. Le Projet d'amélioration de la qualité de l'enseignement primaire est financé à hauteur de 69 millions de dollars américains par le GPE avec l'appui technique de la Banque mondiale. Il est mis en œuvre sur la période 2024-2028, dans les provinces de l'Ituri, du Kasai, du Kasai Central, du Kasai Oriental et du Sud-Kivu.

Ituri : « salle de la paix, un espace où nous bâtissons un avenir apaisé » (Gouverneur militaire)

Bunia, 15 juillet 2025(ACP).- La « Salle de la paix » construite à Rwampara, à Bunia, chef-lieu de la province de l'Ituri, dans le Nord-

salle comme un outil vivant de transformation sociale, un espace où les différences se rencontrent, où les blessures se pansent et où

tionale (CPI), que depuis plus de deux (2) décennies, la province de l'Ituri fait face à un cycle répétitif de violences avec des conséquences fâcheuses et incalculables. Après plusieurs années de silence, peu de victimes commencent à recouvrir les gestes de consolation. Le lieutenant général Johnny Luboya N'kanshama a signifié que de nombreux efforts sont à noter du côté du Gouvernement de la République qui s'est résolument engagé en faveur de la mise en œuvre de réparations des victimes avec l'adoption de la loi portant sur les principes fondamentaux relatifs à la justice transitionnelle en établissant un cadre juridique de référence pour la reconnaissance des droits des victimes, la lutte contre l'impunité, la vérité, la justice, la réparation et les garanties de non répétition. De son côté, la gestionnaire de Fonds au profit de victimes(FPV) Kizita Firsue a laissé entendre que cette salle a été conçue pour soutenir les efforts de réparation des traumatismes



Une vue de la « Salle de la paix » construite à Rwampara, à Bunia.

est de la République démocratique du Congo, est un espace où les blessures se pansent pour bâtir un avenir apaisé, a indiqué lundi le gouverneur militaire, lors de l'inauguration de cet ouvrage. « Je lance un appel solennel à toutes les parties prenantes à utiliser cette

nous bâtissons ensemble un avenir apaisé », a déclaré le lieutenant-général Johnny Luboya N'kanshama, gouverneur militaire de l'Ituri. Il a rappelé, au cours de l'inauguration de cette salle construite par le Fonds au profit de victimes (FPV) de la Cour pénale interna-

BULLETIN QUOTIDIEN 2025

psychologiques afin de favoriser les activités communautaires de mémoire, de sensibilisation et de dialogue. « Elle accueillera des cérémonies symboliques, des séances d'éducation à la paix et d'autres activités favorisant la cohésion sociale. Cette salle appartient à la communauté », a-t-elle martelé. Pour sa part, Béatrice Dive a indiqué, au nom du consortium Ong « Amab » et Observatoire des droits humains que cette salle polyvalente incarne la reconnaissance des souffrances endurées, notamment par des enfants enrôlés dans les groupes

armés. « Ce lieu généralement mis à la disposition par le groupement se veut un véritable bijou de mémoire et de résilience. Il deviendra un centre commémoratif vivant où se tiendra des activités interactives et symboliques conçues pour restaurer la dignité de victimes, sensibiliser le public à l'impact de préjudices subis, garantir la non répétition des événements passés, promouvoir une collaboration pacifique entre les communautés », a-t-elle dit. En 2012, la chambre de première instance de la Cour pénale internationale (CPI) avait déclaré Thomas Lubanga coupable

d'enrôlement et d'utilisation des enfants de moins de 15 ans dans le groupe armé dénommé Forces patriotiques pour la libération du Congo (FPLC). En conséquence, il a été condamné à 14 ans d'emprisonnement. Quant au sieur Bosco Ntaganda le 08 Juillet 2019, la chambre de première instance de la CPI l'a reconnu coupable de 18 chefs d'accusation de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Il a été condamné à 30 ans de prison. La CPI avait ordonné les réparations collectives en faveur de victimes de Thomas Lubanga et de Bosco Ntaganda.

Belux : protestation contre « une plainte instrumentalisée » visant des proches du Président Tshisekedi

Bruxelles, 15 juillet 2025 (ACP). - La fédération Belgique et Luxembourg de l'Union pour la démo-

et déjà largement relayée par certains médias », a-t-on lu dans le communiqué signé par Robert



Le staff de la fédération Belgique et Luxembourg de l'UDPS

cratie et le progrès social (UDPS) a exprimé, lundi à Bruxelles, sa « vive protestation » face à la médiatisation d'une « plainte instrumentalisée », par des « supposées ONG katangaises » visant des proches du Président de la République démocratique du Congo, selon un communiqué. « Nous dénonçons avec la plus grande fermeté cette campagne de diffamation lancée à Bruxelles contre le Président Félix Tshisekedi et sa famille à travers une pseudo-plainte non instruite

Vangu, représentant et président fédéral de l'UDPS Belux. Pour lui, « cette manœuvre orchestrée par une ONG de façade et amplifiée par une presse complaisante n'a d'autre objectif que de déstabiliser la République démocratique du Congo et de semer la division au sein de la nation congolaise ». De l'avis du président fédéral de l'UDPS Belux, cette manœuvre émane des « opposants congolais bien identifiés, désormais alliés aux forces hostiles », notamment

les parrains du M23/AFC. Robert Vangu a fait savoir que le contenu de cette plainte, diffusée massivement avant toute enquête judiciaire, illustre son caractère fallacieux portant des accusations dénuées de tout fondement, mensongères et diffamatoires visant à ternir l'honneur et la réputation du Chef de l'État, tout en attisant des clivages ethniques dangereux pour la cohésion nationale. Aussi, l'UDPS Belux a tenu à dénoncer vigoureusement cette instrumentalisation de la justice et de l'opinion publique internationale survenant à un moment crucial où la RDC, sous le leadership du Président Tshisekedi, progresse vers la paix et l'unité nationale. « Cette entreprise de désinformation semble destinée à détourner l'attention de l'Accord historique de paix du 27 juin, dont la signature est attendue dans les prochains jours à Washington entre les Chefs d'État de la RDC et du Rwanda, tout en sapant le partenariat stratégique en cours avec les États-Unis », a martelé Robert Vangu. Le Comité fédéral de l'UDPS pour la Belgique et le Luxembourg, que dirige M. Robert Vangu, avait été installé le samedi 5 juillet à Bruxelles en présence du Secrétaire national chargé de l'Or-

Masisi : Nouveaux affrontements signalés entre AFC/M23 et Wazalendo à Shoa

Malgré la récente signature des accords de paix entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, aux États-Unis d'Amérique, en présence du président américain Donald Trump et les pourparlers engagés à Doha (Qatar) entre le gouvernement et la coalition rebelle soutenue par le Rwanda, la situation sécuritaire

reste préoccupante dans l'Est congolais. Dans la matinée du lundi 14 juillet, des affrontements sanglants ont opposé le groupe rebelle de l'AFC/M23 aux patriotes résistants Wazalendo du groupe APCLS, affilié à Janvier Karairi, dans la localité de Shoa, précisément dans le groupement Buabo, en territoire de Masisi.

Selon des sources locales, les combats ont éclaté suite à une attaque lancée par les rebelles contre les positions des Wazalendo autour de Shoa. Les affrontements se sont poursuivis jusqu'à la mi-journée, ponctués de fortes détonations d'armes lourdes et légères entendues dans toute la zone.

D'après certaines informations non officielles, les rebelles auraient quitté les agglomérations de Nyabiondo (territoire de Masisi) et de Kashebere (territoire de Walikale) aux environs de 8 heures du matin pour rejoindre le champ de bataille et renforcer leurs unités. Actuellement, il est difficile d'établir le bilan hu-



main et matériel, car les affrontements sont toujours en cours.

Il convient de rappeler que la semaine dernière, les deux camps s'étaient déjà affron-

tés dans plusieurs villages avoisinants, en direction du groupement Waloa Yungu,

toujours dans le territoire de Walikale.

BEN DIBANZILUA

Ituri : Une salle polyvalente inaugurée à Tsere en guise de réparation collective des victimes dans les affaires Thomas Lubanga et Bosco Ntaganda

Le lieutenant général Johnny Luboya N'kashama, gouverneur militaire de la province de l'Ituri, a inauguré et remis lundi 14 juillet 2025, une salle polyvalente au groupement Tsere, dénommée «salle de la paix».

Cette salle construite en territoire d'Irumu, est érigée comme symbole de mémoire collective dans le cadre du processus de réparation et de la justice transitionnelle face aux massacres perpétrés en Ituri dans les années antérieures par



les rebelles Thomas Lubanga et Bosco Ntaganga, ayant coûté la vie à des nombreux Ituriens.

Pour le chef de groupement Tsere, ce cadre de réparation collective qui est une démarche soutenue par la cour pénale internationale (CPI), représente un véritable lieu de rencontre, d'éveil culturel, d'apprentissage et un symbole d'unité face aux défis traversés en Ituri.

Les bénéficiaires de cette œuvre ont, quant à eux, indiqué que c'est un lieu de guérison de leurs blessures. « C'est un sym-

bole pour bâtir une société plus forte et plus juste », ont-ils indiqué par ailleurs.

Le lieutenant général Johnny Luboya N'kashama a profité de l'occasion pour lancer un nouvel appel vibrant aux Ituriens de déposer les armes et de conjuguer la paix au quotidien.

« Les problèmes des Ituriens doivent être réglés par des voies de médiation pacifique. il faut privilégier la cohabitation pacifique et le vivre ensemble », a-t-il insisté en conclusion.

M.B

Beni : Veuves et orphelins de militaires réclament la solde de leurs maris et pères